

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance ordinaire du 7 juin à 19 h**

15-482

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

**MISE EN PLACE DE LA  
DEMARCHE DE MECENAT**

1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 24 membres présents, à savoir :

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20220607-15-482-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2022

Affichage : 09/06/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



*Le Maire,*

*Serge PERCET*



1	Serge PERCET	16	Sandra LIEBART
2	Marie-Antoinette BENY	17	Jean-Claude CLOUPET
3	Georges ROCHETTE	18	Hélène TISSOT
4	Marie-Anne MALECOT	19	Jacinto RODRIGUES
5	Robert DEVOUCOUX	20	Erycka VACHERON
6	Marie-Odile MOULAGER	21	Claude NIGON
7	Claude GERBAUD	22	Martine CHAVAGNEUX
8	Dominique AVRIL	23	Jean-Yves KNECHT
9	Jean ESPEJO	24	Jacqueline DUMILLIER
10	Sylvie LAFFONT	25	Philippe MIKHAILOFF
11	Thomas CHABANNES	26	Yvette MORETTON
12	Marie REVOLIER	27	Christophe DANTAN
13	Sylvain MARCHAND	28	Cécile DE LAGET
14	Claudie GAURIAT	29	Christel GIRAUD
15	Maxime MOULIN		

**Etaient présent(e)s :** Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Anne MALECOT, Robert DEVOUCOUX, Marie-Odile MOULAGER, Claude GERBAUD, Jean ESPEJO, Sylvie LAFFONT, Marie REVOLIER, Sylvain MARCHAND, Claudie GAURIAT, Jean-Claude CLOUPET, Sandra LIEBART, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Jean-Yves KNECHT, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD.

**Absent(e)s avec procuration :** Thomas CHABANNES (pouvoir Claude GERBAUD), Maxime MOULIN (pouvoir Marie-Antoinette BENY), Jacqueline DUMILLIER (pouvoir Serge PERCET), Cécile DE LAGET (pouvoir Yvette MORETTON).

**Absent(e) excusé(e) :** Dominique AVRIL

**Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :** Sylvain MARCHAND

**15-482 – Mise en place de la démarche de mécénat.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,  
Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 200 et 238 bis,  
Vu l'instruction fiscale 4-C 5 04 n°112 du 13 juillet 2004,

Considérant qu'en raison des contraintes budgétaires qui pèsent sur les finances communales, notamment en raison de la quasi disparition de la dotation globale de fonctionnement, mais aussi avec les conséquences de la crise sanitaire, la Commune de Montrond-les-Bains doit diversifier des sources de financement pour conduire ses actions d'intérêt général,

Considérant que les collectivités locales peuvent recevoir des dons au titre du mécénat et peuvent mettre en place des partenariats avec des acteurs économiques ou des personnes privées dans le respect des règles de la commande publique,

Considérant la nécessité d'officialiser, de contractualiser et de détailler chacun des partenariats,

Où et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve la mise en place d'une démarche de mécénat,
- Approuve la charte éthique de la commune de Montrond-les-Bains pour ces relations avec les mécènes et donateurs,
- Approuve la convention de mécénat financier ou de nature,
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions au fur et à mesure de la finalisation des partenariats,
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Fait à Montrond-les-Bains, le 8 juin 2022

Le Maire,

Serge PERCET.



## CHARTRE ETHIQUE DE LA COMMUNE DE MONTROND-LES-BAINS POUR SES RELATIONS

### AVEC SES MECENES ET DONATEURS

#### Préambule

Dans le cadre de sa politique de mécénat, et considérant que la recherche de soutien auprès d'entreprises, de fondations et de particuliers constitue une ressource destinée à participer au financement des missions d'intérêt général assumées par la collectivité, Montrond-les-Bains souhaite définir les grands principes déontologiques devant gouverner les relations avec ses mécènes et donateurs.

Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, le mécénat constitue une opportunité de ressources complémentaires à l'effort financier déployé par Montrond-les-Bains et ses partenaires publics et institutionnels. La commune entend ainsi constituer un pôle ressources en la matière à l'échelle de la collectivité et fédérer un maximum d'acteurs privés autour de ses projets.

#### 1. Rappel du cadre légal du mécénat :

Une première loi sur le développement du mécénat est promulguée le 23 juillet 1987 et constitue encore aujourd'hui le cadre général du mécénat. Elle est complétée par la loi du 4 juillet 1990 portant sur la création des fondations d'entreprises.

L'instruction fiscale du 26 avril 2000 précise la distinction entre mécénat et parrainage.

Enfin, la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, dite loi Aillagon, améliore le régime fiscal du mécénat. Elle fait du régime fiscal français, le régime le plus avantageux en Europe.

#### 2. Définition :

Le mécénat est un « soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général », à la différence du sponsoring qui constitue un échange marchand assorti à des contreparties publicitaires et/ou commerciales directes, comme défini par l'article 39-1 7 du Code général des impôts (CGI).

La présente Charte ne concerne que le mécénat et ne définit en rien les relations de Montrond-les-Bains avec d'éventuels sponsors ou parrains.

Le mécénat implique une « *disproportion marquée* » entre la valeur du don et les contreparties accordées au mécène.

Le mécénat peut prendre trois formes :

- mécénat financier : don en numéraire,

- mécénat en nature : don de biens, produits, marchandises, prestations. Il recouvre notamment la remise d'un objet d'art ou de tout autre objet de collection présentant un intérêt artistique ou historique,
- mécénat en compétence : mise à disposition des moyens humains et/ou matériels de l'entreprise sur son temps d'activité.

Le mécène s'engage à valoriser les dons en nature ou en compétence conformément à la réglementation fiscale en vigueur (art. 238 bis du CGI).

### **3. Avantage fiscal :**

Les dons effectués au profit des projets de la commune de Montrond-les-Bains ouvrent droit à un crédit d'impôts prévu par le CGI :

#### **i. Pour les entreprises (art. 238 bis du CGI) :**

Une réduction d'impôts à hauteur de 60% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 0.5% du chiffre d'affaires HT, avec la possibilité, en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants.

Pour les entreprises et fondations ne disposant pas d'un établissement en France, les éventuels avantages fiscaux relèvent du droit du pays d'origine, sous réserve d'accords fiscaux bilatéraux.

#### **ii. Pour les particuliers (art. 200 et 200 bis du CGI) :**

Une réduction d'impôts à hauteur de 66% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 20% du revenu imposable, avec la possibilité en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants

#### **iii. Reçu fiscal :**

A la réception du don, la commune établit et envoie un reçu fiscal au mécène, suivant le modèle Cerfa 11580\*03 « reçu pour don aux œuvres » de l'administration fiscale.

### **4. Acceptation des dons par la commune de Montrond-les-Bains :**

Le Maire de Montrond-les-Bains a la responsabilité d'accepter les dons effectués au profit de la commune lorsqu'ils ne sont pas grevés de conditions ou charges.

### **5. Restrictions quant à l'acceptation des dons :**

La commune de Montrond-les-Bains s'engage à veiller à ce que sa politique de mécénat ne se trouve pas en contradiction avec les lois en vigueur en France, et en particulier avec la législation sur la publicité du tabac et des alcools. Les producteurs ou distributeurs de boissons alcoolisées peuvent organiser des actions de mécénat. Dans ce cas, le nom de l'entreprise ou son logo institutionnel peut figurer sur les différents supports de communication en dehors de la mention des produits distribués par cette entreprise. Le mécène est seul responsable de l'identité visuelle qu'il transmet à la commune.

La commune de Montrond-les-Bains s'interdit de recevoir des fonds de toute nature de la part d'organisations politiques ou syndicales françaises ou étrangères.

La commune de Montrond-les-Bains attache une attention particulière à déconnecter toute action de mécénat de sa commande publique, et au-delà, des procédures de concessions ou de délégations.

Ainsi, la commune de Montrond-les-Bains s'interdit d'accepter le mécénat d'entreprises dont l'activité serait susceptible de laisser planer un doute quant à l'impartialité du choix des fournisseurs.

Une entreprise ne peut être à la fois parrain et mécène d'un même projet.

En tout état de cause, La commune de Montrond-les-Bains se réserve le droit de ne pas accepter le don d'une entreprise.

## **6. Affectation du don :**

La commune de Montrond-les-Bains s'engage à assurer une affectation des dons conforme aux intentions formulées par écrit, selon les termes de la convention de mécénat entre la commune et le mécène.

En cas d'annulation de l'action soutenue par le mécène et si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la commune de Montrond-les-Bains, le don effectué par le mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel du projet, soit réaffecté à un projet d'intérêt général convenu entre les parties.

## **7. Règles applicables en matière de contreparties :**

Conformément à la réglementation applicable, et sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Montrond-les-Bains fera bénéficier au mécène de contreparties indirectes en communication et/ou relations publiques et dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité.

Les contreparties éventuelles sont accordées dans le seul cadre légal et réglementaire en vigueur. Elles sont clairement énoncées dans la convention de mécénat qui lie le mécène et la commune de Montrond-les-Bains.



i. Pour les entreprises :

La commune de Montrond-les-Bains peut accorder à l'entreprise mécène des contreparties correspondant à un maximum de 25% de la valeur totale de la contribution versée selon les instructions fiscales 5-B-17-99 du 4 octobre 1999 et 4-C-5-04, n° 112 du 13 juillet 2004 ou de 5% dans le cadre des trésors nationaux.

Les contreparties peuvent prendre la forme d'une mention sur les supports de communication, de mises à disposition de locaux, de visites privées, d'évènements dédiés, d'espaces VIP, de conférences de presse de signature de convention, d'invitations, etc.

Les mécènes bénéficiant de mises à disposition d'espaces ne sont pas autorisés à exercer une activité commerciale de vente de produits ou de services dans le cadre d'une contrepartie de mécénat.

ii. Pour les particuliers :

La commune de Montrond-les-Bains peut accorder jusqu'à 25% du montant du don sous forme de contreparties dans la limite forfaitaire de 65€ (BOI 5 B-10-11 du 11 mai 2011).

Dans tous les cas, la commune de Montrond-les-Bains s'engage à ne pas aller à l'encontre de ce plafond et procède à une analyse de la valorisation des contreparties afin de mettre en adéquation ce plafond et les attentes du mécène.

En fonction du montant de leur don, les mécènes quelque soit leur nature pourront se voir attribuer, projet par projet, des qualificatifs préalablement définis au sein d'un barème de contreparties, tels que « mécènes fondateurs », « bienfaiteurs », « grands donateurs », « soutiens », etc.

## **8. Communication :**

Dans le cadre d'actions de mécénat, la commune de Montrond-les-Bains et le mécène s'accordent sur la nature et la forme de communication autour du projet concerné.

L'utilisation du nom et du logo ou tout autre élément impliquant l'image et la notoriété de la commune de Montrond-les-Bains par un mécène est définie dans la convention.

Les mécènes sont associés au moment protocolaire et/ou mentionnés sur les outils de communication en lien avec les projets soutenus. La commune de Montrond-les-Bains mentionne autant que possible dans la convention les documents sur lesquels figurent la mention ou le logo du mécène. Dans la mesure du possible et quand les délais le permettent, la commune de Montrond-les-Bains fait valider au mécène les outils de communication sur lesquels il figure.

La communication à laquelle le mécène est associée peut être événementielle (par exemple, un logo sur les affiches du projet soutenu) et/ou semi-pérenne. Ainsi, dans le cas d'un soutien en faveur d'une construction, d'une restauration ou d'une acquisition d'œuvre pour un montant significatif, le nom et/ou le logo du mécène pourront être mentionnés par exemple sur un cartel, une plaque, un catalogue, et ce pour une durée déterminée définie dans le cadre de la convention.

La commune de Montrond-les-Bains s'engage à ne pas s'associer à un mécène susceptible de nuire à son image.

La commune de Montrond-les-Bains se réserve le droit de stopper toute action de communication portant sur une entreprise mécène, dans l'hypothèse où le comportement de celle-ci porterait atteinte à l'image de la commune ou serait en contradiction avec les principes énoncés dans la présente Charte.

#### **9. Co-partenariat / Exclusivité :**

Sauf exception et accord entre les parties, aucune exclusivité ne peut être réservée à une entreprise ou fondation mécène par la commune de Montrond-les-Bains.

Si une exclusivité est accordée, par exemple pour un secteur d'activité, elle ne peut l'être que pour une durée et un projet déterminés. Le montant du don devra compenser le co-partenariat auquel la collectivité aura à renoncer.

#### **10. Indépendance intellectuelle et artistique :**

La commune de Montrond-les-Bains conserve son entière liberté d'action et reste libre du contenu de ses projets y compris de ceux soutenus financièrement, en totalité ou en partie, dans le cadre du mécénat.

La commune de Montrond-les-Bains s'engage, pour les projets relevant du domaine patrimonial et/ou culturel et artistique, à n'accepter aucune intervention sur le contenu artistique et/ou scientifique. Dans ce même cas et dans la limite de la législation française en vigueur sur le droit d'auteur, la commune de Montrond-les-Bains s'engage à veiller à ce que les images d'œuvres lui appartenant ne soient pas utilisées par ses mécènes de manière injurieuse pour leur intégrité.

#### **11. Confidentialité :**

La commune de Montrond-les-Bains s'engage à respecter la confidentialité des éléments concernant l'entreprise pour une durée indéterminée.

#### **12. Intégrité, conflit d'intérêts et transparence :**

Conformément aux statuts de la fonction publique, la commune de Montrond-les-Bains veille à ce que ses agents n'entretiennent avec les mécènes aucun rapport susceptible de les conduire à méconnaître leurs obligations de discrétion, de probité et de neutralité.

#### **13. Déclaration d'engagement**

En signant La Charte éthique, la commune de Montrond-les-Bains et ses mécènes s'engagent à respecter les principes énoncés dans la présente Charte, à communiquer leur engagement à respecter ses principes et à promouvoir la présente Charte.

**14. Application des dispositions :**

L'ensemble des dispositions prévues par la présente Charte Ethique en matière de mécénat prend effet à compter de la date de signature par le Maire de Montrond-les-Bains.



**CONVENTION DE MECENAT FINANCIER OU DE NATURE**

**Dans le cadre de NOM DU PROJET**

**Entre la commune de Montrond-les-Bains**

**Et**

**« L'entreprise mécène »**

**Année(s)**

**ENTRE**

**Commune de Montrond-les-Bains**

Représentée par M. Serge PERCET, Maire, agissant en vertu de la délibération n° 15-482  
du 7 juin 2022,

Ci-après dénommée « la Commune ».

**ET**

**Mécène - Nom de l'entreprise,**

Dont le siège social est situé au « Adresse et Code Postal »,

Définition de la raison sociale de « l'entreprise »,

Représenté par « Nom référent », en sa qualité de « Fonction » de « Nom de l'entreprise ».

Ci-après dénommée « Le Mécène ».

Ci-après dénommées communément « Les parties ».

**PREAMBULE**

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice des projets d'intérêt général portés par la commune de Montrond-les-Bains dans le cadre de la préservation de la qualité de vie de ses habitants et du développement de l'attractivité du territoire.

Les entreprises et les particuliers sont ainsi invités à participer aux projets de la commune à travers l'acte de don.

**Description de l'action qui bénéficie du mécénat :**

A compléter

**Dans le cadre de sa politique de mécénat, le « Mécène » souhaite soutenir le projet de la commune de Montrond-les-Bains décrit ci-dessus.**

**Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :**

**ARTICLE 1 – CHARTE ETHIQUE EN MATIERE DE MECENAT**

Le Mécène s'engage à signer la présente convention dans le respect de la Charte éthique qui lui est annexée.

La signature de la présente convention vaut signature de ses annexes, et donc de la Charte Ethique par les deux parties.

**ARTICLE 2 – ELIGIBILITE AU MECENAT**

la commune de Montrond-les-Bains déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

**ARTICLE 3 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités du mécénat établies entre le Mécène et la commune de Montrond-les-Bains pour l'action définie ci-dessus.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la Loi Aillagon d'août 2003 sur le mécénat, encadrée par l'article 238 bis du Code Général des Impôts.

Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

**ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU MECENE**

**Description du don :**

Le Mécène apporte son soutien :

> sous forme de don financier :

Le Mécène s'engage à apporter son soutien à [nom du projet] par un don financier à hauteur de [somme en chiffres euros] (somme en lettres) nets de taxes.

La somme devra être versée sur le compte de la commune de Montrond-les-Bains par virement (RIB communiqué en annexe de la présente convention) ou par chèque à l'ordre du Trésor Public (avec indication au dos de la mention du nom du projet) de [somme en chiffres euros] (somme en lettres euros) avant le [date butoir], et le solde de [somme en chiffres euros] (somme en lettres euros) avant le [date butoir].

> sous forme de don en nature : Détail du don à compléter avec sa valorisation nette de taxe fournie par l'entreprise.

Le don est globalement valorisé à hauteur de [somme en chiffres euros] (somme en lettres euros), somme correspondant à la valorisation du don net de taxe fournie par l'entreprise, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales (article 38 paragraphe 3 du CGI).

Le Mécène s'engage, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales qui lui ont été communiquées, à fournir la commune de Montrond-les-Bains un document écrit portant valorisation des dons en nature effectués dans le cadre de la présente convention (mail, lettre, télex, télécopie, lettre recommandée avec A/R signée par une personne dûment autorisée à cet effet) au plus tard un (1) mois après la fin de l'action.

## **ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE DE MONTROND-LES-BAINS**

### **5.1. Affectation du don :**

La commune de Montrond-les-Bains s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception du ou des dons, la commune de Montrond-les-Bains établira et enverra un reçu fiscal au Mécène (Cerfa 11580\*03 de « reçu pour don aux oeuvres »).

### **5.2. Mention du nom du Mécène :**

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la commune de Montrond-les-Bains développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le Mécène est associé.

La commune de Montrond-les-Bains s'engage à faire apparaître le logo de l'entreprise mécène sur :

> Détails du plan de communication et des outils de communication concernés. Par exemple : affiches de la campagne de communication, flyers, site internet de la collectivité, réseaux sociaux, journal de la collectivité, etc.

Le Mécène fera expressément connaître à la commune de Montrond-les-Bains sa volonté de rester anonyme dans le cadre de son don, ou celle d'autoriser la commune à communiquer l'identité du Mécène, la nature et/ou le montant de son don.

La commune de Montrond-les-Bains autorisera expressément le Mécène à évoquer son mécénat dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, sous réserve de l'acquisition des droits de propriété intellectuelle afférents au projet.

Dans l'hypothèse où le comportement du Mécène serait en contradiction avec la Charte éthique et porterait atteinte à l'image de la commune de Montrond-les-Bains, la commune se réserverait le droit de stopper toutes actions de communication mentionnant le Mécène.

### **5.3. Contreparties :**

Comme indiqué précédemment, le Mécène soutient le projet de la commune de Montrond-les-Bains définies ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Montrond-les-Bains fera bénéficier au mécène des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :

➤ Détails des contreparties allouées :

Exemples : visites privées, mises à disposition d'espaces, invitations, visites de chantier, carré VIP (détailler le nombre par contrepartie et indiquer les contraintes si nécessaire comme le respect de la disponibilité des salles par le mécène dans le cadre de l'activité de la collectivité, ou le respect d'une date butoir, etc.)

## **ARTICLE 6 – REMERCIEMENTS**

La commune de Montrond-les-Bains s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son Mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'évènement.

La commune de Montrond-les-Bains mentionnera également le Mécène parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

## **ARTICLE 7 – ANNULATION**

Si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet qui fait l'objet de la présente convention venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la commune de Montrond-les-Bains, le don effectué par le Mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel de la manifestation, soit réaffecté à une manifestation d'intérêt général similaire convenue entre les parties.

## **ARTICLE 8 – ASSURANCES**

La commune de Montrond-les-Bains déclare qu'elle a souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle peut encourir pour des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers ou aux usagers dans le cadre de ses activités.

Ont la qualité d'assurés au titre de ce contrat, les élus, les agents, les préposés salariés ou non, les collaborateurs bénévoles, les stagiaires et plus généralement toute effectuant des missions pour le compte de la commune de Montrond-les-Bains.

Le Mécène devra être assuré au titre d'un contrat de responsabilité civile vis-à-vis des dommages causés aux tiers, au titre d'un contrat d'assurance responsabilité professionnelle et enfin être assuré, pour les travaux qu'il va réaliser, en responsabilité civile décennale au profit de la commune de Montrond-les-Bains. Il transmettra les attestations d'assurances correspondantes à la commune.

#### **ARTICLE 9 – DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties, et ce jusqu'à la fin de l'action définie ci-dessus.

La commune de Montrond-les-Bains garantit qu'elle est libre de contracter la présente convention et qu'elle ne cédera pas tout ou partie des droits que lui confère cet accord.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la commune.

Au cas où une disposition de la présente convention serait considérée, jugée ou réputée à un moment quelconque par une autorité ou un Tribunal compétent comme étant prohibée et/ou nulle, il ne sera pas porté atteinte à la validité des autres dispositions de la convention qui seront considérées séparables, la convention étant alors censée avoir été écrite ou réécrite, selon le cas, sans la disposition prohibée ou nulle.

#### **ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE**

Chacune des parties considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée.

Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 – REPORT – ANNULATION - RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

Les Parties sont convenues qu'en cas de résiliation ou d'annulation de la manifestation, aucune d'entre elles ne pourra faire usage de manière directe ou indirecte de l'autre Partie du mécène dans le cadre de la manifestation.

#### **ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE**

Chacune des Parties verra ses obligations suspendues de plein droit, sans formalité, et sa responsabilité dérogée, notamment en cas de survenance d'événement présentant les caractères juridiques de la force majeure ou du cas fortuit, tels que définis par la jurisprudence en la matière, en ce compris toute injonction de justice rendant l'organisation de la manifestation impossible.

Chacune des Parties informera l'autre en temps opportun de la survenance de l'un de ces événements et s'efforcera d'en atténuer ou d'en supprimer les effets dans les meilleurs délais.

Chacune des Parties pourra mettre fin à la convention de mécénat par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de dix (10) jours au cas où l'exécution de l'accord serait suspendu ou retardé de plus de trente (30) jours pour raison de force majeure, et ce, sans aucune indemnité de part et d'autre.

#### **ARTICLE 13 – LITIGES**

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française. Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution seront soumis aux tribunaux du ressort de Lyon après épuisement des voies de règlement amiable.

Fait à Montrond-les-Bains, le

En trois **(3)** exemplaires originaux.

Pour la Commune de Montrond-les-Bains

**Le Maire,**

Serge PERCET

Pour le Mécène,

Prénom, Nom

**Fonction**

